

LETTRE OUVERTE DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AUX AUTORITÉS CAMEROUNAISES



Les villageois essaient d'accéder à leurs plantations de bananeraies et d'empêcher le replanting.

02 avril 2025

Monsieur le Préfet de la Sanaga Maritime,

Nous avons l'honneur de venir auprès de votre haute autorité pour vous informer de ce qui suit :

Le 25 mars 2025, les habitants du village Apouh À Ngog, dans la région du Littoral au Cameroun, ont été témoin d'un acte brutal et traumatisant: des forces gouvernementales composées de militaires, de gendarmes lourdement armées ont investi le village pour encadrer le replanting du palmier à huile par le personnel de la SOCAPALM, partie de la multinational Socfin Bolloré. Ces opérations de replanting du palmier à huile conduisent à la destruction de plus de 6000 jeunes bananiers qui avaient été plantés par la communauté en janvier 2025. Cet acte est un rappel brutal des injustices historiques auxquelles sont confrontées les communautés riveraines de cette agroindustrie au Cameroun.

Les terres en question sont occupées par la SOCAPALM depuis plus de 60 ans, la société s'étant emparée de 98 % des terres du village pendant la période coloniale. Les villageois n'ont pratiquement plus de terres pour cultiver des denrées alimentaires, des cultures vivrières, même pour enterrer leurs proches. Malgré de nombreuses tentatives de négociation avec l'entreprise pour la rétrocession d'espaces vitales pour la production d'alimentation autour du village, les villageois ont fait l'objet d'intimidations, de menaces, d'arrestations arbitraires et de détentions sans jugement.

La destruction des bananiers a un impact dévastateur sur les femmes d'Apouh, qui vivent de l'agriculture. La perte de leurs récoltes les prive d'une source de revenus, exacerbant la pauvreté et la faim dans la communauté. En outre, le replanting du palmier à huile par la SOCAPALM autour des maisons et sur les tombes de leurs ancêtres détruit leur héritage culturel et leur mode de vie traditionnel.

La SOCAPALM a été accusée d'accaparement de terres et de violation des droits de l'homme au Cameroun. La société opère dans le pays depuis des décennies, s'emparant de vastes étendues de terres appartenant à des communautés rurales. Le gouvernement camerounais s'est rendu complice de ces accaparements de terres, en apportant un soutien militaire à l'entreprise et en ignorant les droits des communautés rurales.

La lutte pour le contrôle des terres ancestrales par les communautés est une question de justice, d'égalité et de droits de l'homme. Il est impératif que nous soutenions les communautés rurales dans leur quête d'accès à la terre.

Nous demandons à vous, Monsieur le Préfet de la Sanaga Maritime, et au gouvernement du Cameroun,

1. d'engager d'urgence un dialogue constructif avec les habitants d'Apouh À Ngog afin de répondre à leur revendications sur l'accès à la terre de leurs ancêtres;
2. de respecter et de restaurer les droits des communautés d'Apouh dont il a la responsabilité d'assurer le bien-être et de faire en sorte que SOCAPALM arrête les opérations de replanting du palmiers à huile sur les sites querellés;
3. d'ouvrir une enquête sur les violations des droits subies par les villageois d'Apouh ainsi que la destruction de leurs bananiers et de sanctionner les responsables

En solidarité avec le peuple d'Apouh À Ngog, en particulier avec les femmes qui défendent leur cause :

1. *AFERISE (Association des Femmes Riveraines de Socapalm Eseka), Cameroun*
2. *AFRISE (Association des Femmes Riveraines de Socapalm Edea), Cameroun*
3. *AFRISH CEA (Association des Femmes Riveraines de Sud Cam Hevea), Cameroun*
4. *AFRISKI (Association des Femmes riveraines Socapalm Kienke), Cameroun*
5. *AFRISO (Association des Femmes Riveraines Socapalm), Cameroun*
6. *Alliance for Rural Democracy, Libéria*
7. *APDDH Association Pour la Défense des Droits de l'Homme, Cameroun*
8. *Association des Journalistes Camerounais pour l'Agriculture et le Développement (AJAD), Cameroun*
9. *Association Gulusenu du village Doubou, Gabon*
10. *Association les Rassembleurs du Village Mboukou, Gabon*

11. *Association pour la Solidarité et le Développement Durable (AS2D), Cameroun*
12. *Bunong Indigenous People Association (BIPA), Cambodge*
13. *CNOP, Congo-Brazzaville*
14. *COFERISO (Collectif des Femmes Riveraines Sosucam Mbandjock), Cameroun*
15. *COLLECTIF ADIAKE. Cote d'Ivoire*
16. *Collectif des Ressortissants et Écologistes des Plateaux Batéké, Gabon*
17. *COPACO, RD Congo*
18. *CPH, Côte d'Ivoire*
19. *CPPH, Côte d'Ivoire*
20. *Family Farm Defenders, États-Unis d'Amérique*
21. *Femme actuelle d'évolution de la culture Cameroun Nkolfoulou, Cameroun*
22. *FIAN Belgium, Belgique*
23. *FIAN Internationale*
24. *FIAN Switzerland, Suisse*
25. *GRAIN, Internationale*
26. *INSPIRIT Creatives NGO, Allemagne*
27. *Institute of Sustainable Agriculture, Libéria*
28. *Inter Pares, Canada*
29. *Joegba United Women Empowerment and Development Organization (JUWEDO), Libéria*
30. *Justice ensemble, France*
31. *JVE, Côte d'Ivoire*
32. *JVE, Gabon*
33. *Kebekatche Women Development & Resource Centre, Nigéria*
34. *Komolo Agro Farmers Association Kiryandongo, Ouganda*
35. *Les Soulèvements de la terre, France*
36. *Look Green Care Foundation, Nigéria*
37. *Maloo, Sierra Leone*
38. *Milieudefensie, Pay-Bas*
39. *Musiru Divag de Fougamou, Gabon*
40. *Muyissi Environnement, Gabon*
41. *Natural Resource Women Platform, Libéria*
42. *Nature Cameroon, Cameroun*

43. *Ndagize Julius, Ouganda*
44. *Ndieme Ndong, Sénégal*
45. *Oakland Institute, États-Unis d'Amérique*
46. *Parti Révolutionnaire Communistes, France*
47. *Public Eye, Suisse*
48. *RADD (Réseau des Acteurs du Développement Durable), Cameroun*
49. *RAJORNY (Rassemblement des jeunes originaires de Nye'été), Cameroun*
50. *ReAct Transnational, France*
51. *REFEB, Cote d'Ivoire*
52. *Solifonds, Suisse*
53. *Struggle to Economize Future Environment (SEFE), Mundemba, Cameroun*
54. *Synaparcam, Cameroun*
55. *Tano Women Empowerment and Development Association (Tweda), Ghana*
56. *Union Locale des Femmes de Mar Lotie Region Fatick, Commune Fimela, Sénégal*
57. *Union Locale des Femmes Transformatrice de Ndangane, Sénégal*
58. *Witness Radio, Ouganda*
59. *Women's Network Against Rural Plantations Injustice (WoNARPI), Sierra Leone*
60. *World Rainforest Movement (WRM), Uruguay*
61. *YVE, Ghana*

Ampliations :

- Sous-préfet d'Edéa
- Gouverneur du Littoral
- MINDCAF
- Services du premier Ministre
- Socapalm

Pour toute information complémentaire, contactez:

Struggle to Economize Future Environment (SEFE)
#5 Street, Hospital Junction, New Layout, P.O. Box 40
Mundemba Ndian Division, Southwest Region, Cameroun
E-mail: know.sefe@gmail.com